COMMISSION DE RÉDACTION DU PROJET DE CHARTE NATIONALE POUR LA PAIX ET LA RÉCONCILIATION NATIONALE
JOURNÉES DE RESTITUTION AUX FORCES VIVES ET À LA DIASPORA
. CÉRÉMONIE OFFICIELLE DE REMISE DU PROJET DE LA CHARTE NATIONALE POUR LA PAIX ET LA RÉCONCILIATION NATIONALE AU CHEF DE L'ETAT, LE GÉNÉRAL D'ARMÉE ASSIMI GOÏTA
DATE: LES 20, 21 ET 22 JUILLET 2025
LIEU : CICB

MALI

1808

L'information est l'oxygène des temps modernes

VENDREDI 18 JUILLET 2025

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



Moussa Mara face à la justice

Une audition sous tension dans un contexte politique crispé



DEF 2025 : Le Prytanée Militaire de Kati (PMK) fait un taux de réussite de 100%



Forum de la Diaspora : Ouverture des travaux le jeudi 17 juillet 2025


Aidez-nous à lutter
contre le Terrorisme
Contactez le Centre
d'appel « DÈMÉSO »
APPEL GRATUIT
80001120
80001122
+223 98-17-36-45
+223 98-17-36-75
STOP A L'INSECURITE
F A Ma
FORCES ARMEES MALIENNES
HALTE AU
TERRORISME
AU MALI

Sommaire «







Une /

Moussa Mara face à la justice : Une audition sous tension dans un contexte politique crispé **P.4**

Brèves /

Burkina Faso, Mali et Niger quittent la CEDEAO pour renforcer l'AES : Quel sort pour les fonctionnaires CEDEAO des ces pays? **P.11**
Burkina Faso : Les autorités dissoudent la CNI **P.11**
DEF 2025 : Le Prytanée Militaire de Kati (PMK) fait un taux de réussite de 100% **P.12**
Tribunal de Grande Instance de la Commune VI du District de Bamako : Prestation de serment de la première promotion Greffiers en chef stagiaires **P.12**

Actualité /

Gestion de la Cité des enfants : Des irrégularités constatées **P.14**
Lutte contre les délestages et la précarité énergétique : Le Gouvernement de la Transition au Mali franchit une étape décisive **P.16**

Politique /

Mali : Le Gouvernement adopte une Politique nationale de Sécurité et Santé au Travail **P.19**
Forum de la Diaspora : Ouverture des travaux le jeudi 17 juillet 2025 **P.21**

Culture & société /

Gauis Chibueze en deuil : Entre critiques politiques et hommages familiaux **P.24**

International /

CISCE : La connectivité au cœur de la 3e édition **P.25**
Visite d'état du président Faye au Bénin : Les 2 présidents veulent donner "un nouveau souffle" à l'UEMOA **P.27**
Présidentielle 2025 en Côte d'Ivoire : Le PDCI et le PPA-CI forment un Front commun pour un scrutin transparent **P.28**

Sport /

Le monde du sport en deuil : Fauja Singh, le marathonien légendaire, tire sa révérence à l'âge de 114 ans **P.30**

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)**

Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)
Email : ampikile@gmail.com
Site Web : www.malikile.com
Contacts : +223 70 44 22 23

- **Gérant :** Moctar Sow
- **Redacteur en Chef :** .....
- **Rédaction Générale :** Moctar Sow, Karamoko B. Keïta, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo, Malick Wogo, Maffenin Diarra, Bockoum Abdoul Momini, Binadja Doumbia, Samba Moussa Ly, journaliste correspond à Dakar
- **Service Commercial :** Youssouf Diarra
- **Secrétariat :** Fatou Sissoko



Moussa Mara face à la justice

Une audition sous tension dans un contexte politique crispé

Les images de Moussa Mara et de Me Mountaga Tall, marchant côte à côte pour rentrer ou sortir de la Brigade d'investigations judiciaires ou du Tribunal de Grande instance de la Commune 4 de Bamako auraient fait exploser les réseaux sociaux à cause de la singularité et de l'exemplarité de leur rapprochement. Malheureusement aucun organe ou agence n'a pu se procurer cette image.

Ces deux personnalités, aujourd'hui, restent les rares voix politiques encore présentes et audibles au Mali. Tous les deux, en effet, acteurs politiques de premier plan, ont fait le choix de rester à Bamako malgré les risquent qu'ils encourent.

Tout laisse croire qu'ils auraient été tous les deux dans le starting-block si l'élection présidentielle, maintes fois annoncées mais reportées, s'était tenue.

Quoi de plus grand et d'élégant que l'un fasse appel à l'autre et que celui-ci accepte d'enlever son boubou et son bonnet pour endosser sa robe d'avocat.

Ce « compagnonnage », même circonstancielle a été saluée sur les réseaux sociaux au point qu'un internaute, dont nous reproduisons la réaction en encadré, a enflammé la toile.

C'est dans un climat politique où les institutions judiciaires sont de plus en plus mises à contribution pour auditionner d'anciennes figures de l'État, que la comparution de l'ancien Premier ministre Moussa Mara devant la justice a retenu l'attention de l'opinion nationale. Il n'est certes pas le premier à passer sous les fourches caudines de la justice et ne sera sans doute pas le dernier tant la justice est sollicitée actuellement dans le débat politique au Mali.

Convoqué dans le cadre d'une procédure dont les détails n'ont pas été rendus publics, Moussa Mara a été entendu à la fois par la Brigade d'Investigations Judiciaires (BIJ) et par le Procureur de la Republique, près le Tribunal de Grande Instance de la Commune IV du District de Bamako.

L'ancien chef du gouvernement, qui reste une voix qui compte dans le paysage politique malien, s'est présenté aux convocations sans agitation ni volonté de se soustraire à la justice. Son avocat, Me Mountaga Tall, ancien ministre, ancien député et ancien président de l'ancien CNID-FYT, a posté une déclaration officielle destinée à rassurer et clarifier la situation. Selon lui, les auditions se sont déroulées dans un cadre "empreint de professionnalisme et de courtoisie", soulignant l'attitude respectueuse des enquêteurs et du parquet.

« L'ancien Premier ministre Moussa Mara, que j'ai eu le privilège d'assister comme avocat, a rejoint, libre, son domicile. Ses auditions, approfondies, exhaustives, ont été empreintes de professionnalisme et de courtoisie aussi bien à la BIJ que devant le procureur de la Commune IV. Moussa Mara, serein et calme, a répondu à toutes les interrogations. Nous attendons, avec sérénité, les suites qui seront réservées à cette affaire », a déclaré Me Tall.

Pour l'heure, aucune communication officielle n'a été faite par le ministère public concernant les faits reprochés à Moussa Mara, si tant est qu'il lui soit formellement reproché quelque chose. Cette situation alimente les spéculations : certains observateurs y voyant une possible tentative d'intimidation ou de marginalisation politique dans un contexte où les voix critiques deviennent de plus en plus rares.

Moussa Mara, ancien maire de la Commune IV et ex-ministre de l'Urbanisme, avait été nommé Premier ministre sous la présidence de feu Ibrahim Boubacar Keïta, à un moment charnière de la crise malienne.

Depuis l'instauration de la transition militaire en 2020, prolongée à plusieurs reprises, de nombreux anciens responsables publics ont été convoqués ou placés sous enquête pour des faits présumés de corruption, de mauvaise gestion ou de compromission avec des intérêts étrangers. Si certains saluent cette dynamique comme une forme de reddition des comptes, d'autres dénoncent une judiciarisation sélective à des fins politiques.

Dans ce contexte, la convocation de Moussa Mara, personnalité perçue comme indépendante et critique, peut apparaître comme un signal d'alerte : la justice demeure-t-elle un outil neutre au service de l'État de droit, ou devient-elle un levier pour contenir les voix discordantes et remodeler le champ politique selon les intérêts du pouvoir de transition ?

Dans la rue, sur les réseaux sociaux, les réactions à cette affaire oscillent entre soutien à la justice et soupçons d'acharnement politique. De nombreux Maliens, attachés à la transparence et à la justice, attendent des autorités qu'elles fassent toute la lumière, dans le respect strict des droits fondamentaux. D'autres rappellent que Moussa Mara n'a jamais été cité dans des scandales de détournement, et que son passage à la Primature s'était caractérisé par une certaine rigueur.

À défaut d'éléments précis sur les motivations de cette procédure, la sérénité affichée par Me Mountaga Tall et son client semble être une réponse stratégique : celle d'un homme d'État confiant dans ses actes et dans la solidité de sa trajectoire publique.

À lire en encadré la publication de monsieur Mohamed Mamata Touré

Moctar Sow



S'ILS VEULENT , ILS PEUVENT !

Rien n'est tard

Tant qu'il y a vie , il y a espoir

Encore des INCOMPRIS parmi tant d'autres

Maître Mountaga TALL et Moussa MARA

La grandeur ne réside ni dans le pouvoir , ni dans la fortune encore moins dans les muscles mais dans L'ÂME

Deux hommes ,

Deux destinées ,

Deux amoureux du Mali ,

Deux âmes ,

Deux visions ,

Deux parcours

Mais un seul but le MALI

Ils ont prouvé leur grandeur d'âme , leur maturité politique , sociale et surtout l'unité , l'entraide , la cohésion , la fraternité , l'intégrité , la loyauté , le respect de la dignité humaine

Une possibilité que les Maliens puissent se retrouver autour de l'essentiel s'ils le veulent

Une nouvelle dynamique , un nouveau souffle , un nouvel élan vers la paix , la réconciliation et la cohésion sociale entre les filles et les fils de la Mère Patrie agonisante

Certes des divergences politiques mais jamais l'animosité

Certes des incompréhensions et des jeux d'intérêt

Les Hommes sont ce qu'ils sont , ils peuvent être des adversaires politiques mais pas des ennemis

Deux INCOMPRIS parmi tant d'autres , traités de tous les maux mais , ils portent en eux le MALI



Ils ont toujours voulu gagner dans le respect des textes et des lois sans invectives même s'ils en reçoivent de part et d'autre

Ils frappent comme l'aigle quand il le faut à une allure rapide et modérée

Ils ne préviennent pas ,

Ils ne tremblent pas ,

Ils frappent avec une vitesse foudroyante et ils ne ratent jamais leur cible

Jamais pourquoi ?

Parce qu'ils ont longtemps observé en silence ,

Parce qu'ils ont choisi le moment parfait ,

Parce qu'ils ne gaspillent jamais leur énergie ,

Parce qu'ils restent toujours focus

Parce qu'ils ont arrêté de se disperser et ne se battent pas sur tous les fronts

Ils ont toujours su choisir leurs objectifs et préparé leur moment

Et quand l'heure arrive , ils frappent

Ils frappent fort !

Ils n'oublient jamais de protéger ce qui est à eux et ceux qui sont avec eux :

" Leurs rêves , leurs visions , leurs familles , leurs collaborateurs , leurs amis , leurs proches , leur Paix intérieure "

Ils peuvent affronter des adversaires plus grands qu'eux juste pour défendre leurs combats , leurs luttes

Et s'il le faut pour l'intérêt collectif , ils se battent jusqu'au dernier souffle

C'est pas une façon de penser ,

C'est une façon de viser , de frapper et de ne jamais reculer face à une intimidation car , ils refusent de rater leur mission

Chapeau pour cet élan de solidarité et au respect du serment prêté

La ROBE n'est pas que noire pour être noire mais elle est noire pour blanchir à dire la vérité , à défendre le droit par le droit et à imposer la bonne distribution de la bonne justice pour toutes et tous

Tous pour une justice juste , saine et équitable

Que Dieu veille !

Sa Majesté Mohamed Mamata Touré

ANKO MALI



Robert Dissa

Tellement bien dit
Mais Tellement vrai !!!



Ministère des Transports et des Infrastructures Mali

Bamako | 17 juillet 2025 | Secteur aéronautique!
Ouverture ce jeudi matin des travaux de la 42ème session ordinaire du Comité de gestion des activités aéronautiques nationales du Mali. La cérémonie d'ouverture était présidée par Madame le Ministre des Transports et des Infrastructures, en présence du Directeur général de l'Agence pour la Sécurité de la Navigation aérienne en Afrique et à Madagascar (ASECNA).
Cette session de mi parcours permettra de faire le bilan d'étape des activités en cours de réalisation, d'évaluer l'état de mise en œuvre des résolutions et recommandations issues de la précédente session et de discuter des perspectives.
A l'entame de son allocution d'ouverture, le Ministre DEMBÉLÉ Madina SISSOKO s'est dit honorée de la présence du nouveau Directeur général de l'ASECNA, Monsieur Prosper ZO'O MINTO'O qui est accompagné d'une importante délégation. Parlant de l'état d'exécution du budget 2025, le Ministre SISSOKO souligne que les actions visant à maintenir, accroître et améliorer les services, les outils, les infrastructures techniques et les ressources humaines, reflète la volonté des hautes autorités en vue du développement de l'aviation civile.
La Présidente du Comité de gestion Mme DEMBÉLÉ Madina SISSOKO ajouta que, dans le cadre de la satisfaction de certains besoins opérationnels, la Délégation aux activités aéronautiques nationale a réalisé plusieurs actions. On peut retenir notamment :

- le renforcement des marquages de la piste, des bretelles et des aires de stationnement de l'Aéroport international Président Modibo KÉÏTA-Sénou ;
- l'installation d'une alimentation sans interruption (ASI) de grande capacité à l'aéroport Kayes Dag-Dag ;
- la réhabilitation du système d'éclairage du parking avions de l'aéroport Kayes Dag-Dag ;
- la réparation des dégradations de la piste de l'aéroport Mopti Ambodédjo ;
- la réalisation de forages équipés avec adduction d'eau sommaire au niveau des stations météo de Ségou, Nara et de l'aérodrome de Yelimané.

En perspective, Mme DEMBÉLÉ Madina SISSOKO a déclaré que l'attention sera portée, pour le reste de l'année 2025, sur la réalisation des projets inscrits au programme d'investissement en cours d'exécution.
Il s'agit entre autres de :

- la réalisation d'une centrale solaire photovoltaïque à l'aéroport Sikasso Dignangan ;
- la réhabilitation au niveau des blocs techniques des aéroports de Tombouctou, Kayes, Nioro et Sikasso;
- la construction d'un parc météo classique à Tombouctou ;
- l'acquisition d'équipements de communication VHF pour Tours de contrôle et véhicules techniques.

Les travaux se poursuivent au siège de la Délégation de l'ASECNA au Mali.
Cellule Communication du MTI !



Kèwalé Yèlèma Cc

#Trésor
Ina Baba Coulibaly, Mariam Bagayoko et Mamou Thiero, une photo trois icônes de trois localités du Mali (Nara (Dily), Bèlèdougou (kolokani) et Markala).
Avec leurs musiques traditionnelles, elles constituent un véritable #Trésor pour l'art et la culture du Mali. Longue vie à elles.
#1922P2025



BMD MEDIA

Félicitations L/colonel chiek hamala bayala directeur du prytanée militaire de Kati 100% DEF 2025 ; 8 élèves des 10 meilleurs niveau national dont 4 fillesparmi eux la première avec une moyenne 18,72/20

WAFU A

Visite d'inspection en vue du Tournoi UFOA-A U17 Garçons, #Mali 2025 : Une étape importante vers la réussite du tournoi !
Du 13 au 16 juillet 2025, une mission d'inspection s'est déroulée au Mali pour évaluer les préparatifs du tournoi UFOA-A U17 Garçons. Cette visite technique, essentielle pour assurer le bon déroulement de l'événement, a permis à la délégation de l'UFOA-A d'examiner les infrastructures sportives, hôtelières et hospitalières dans les villes de Bamako, Koulikoro, et Kati.
L'engagement du Gouvernement malien et de la Fédération malienne de football a été salué avec satisfaction par l'UFOA-A. Le ministre des Sports et de la Jeunesse, M. Abdoul Kassim Ibrahim Fomba, a réaffirmé la volonté du Gouvernement et du Président de la Transition, le Général d'Armée Assimi Goïta, de collaborer étroitement avec la Fédération malienne de football. Leur objectif commun : garantir le succès total du tournoi.
Sous la direction du Directeur Exécutif de l'UFOA-A, Mapathé Gaye, et accompagné du Directeur des Compétitions, Abdoulaye Cissé, et du Directeur Marketing et Communication, Mamadou Diallo, la mission a permis de dresser un état des lieux complet des infrastructures. Les stades et terrains d'entraînement ont été minutieusement inspectés pour s'assurer qu'ils répondent aux exigences du cahier des charges du tournoi.
Cette mission d'inspection marque une étape importante dans la préparation du tournoi UFOA-A U17 Garçons, Mali 2025. Grâce à la coopération exemplaire entre les différentes parties prenantes, l'événement promet d'être une célébration mémorable du football et de la jeunesse.
#UFOAAU17 #Mali202
Fédération Malienne de Football



Kevin Joel Mouofo



Mali : Le Gouvernement exige désormais l'affichage des coûts de toutes les prestations des services publics.
Une très bonne nouvelle pour la transparence. Merci au général Assimi GOÏTA Ministère de la Jeunesse et des Sports



Mamani Saani



LE PROCHAIN GÉANT MARITIME DE L'AFRIQUE ARRIVE !

Aliko Dangote n'a pas encore fini !
Le milliardaire vient de déposer une demande pour construire le port maritime le plus GRAND et le plus PROFOND du Nigeria à Olokola, dans l'État d'Ogun - juste sur l'Atlantique !
Ce méga port va supercharger les exportations de son empire d'engrais, de GNL et de pétrochimique, avec des pipelines reliant directement du Delta du Niger !
De la raffinerie au port maritime - Dangote transforme le Nigeria en une superpuissance industrielle !
Voir l'original
Notez cette traduction



Eswatini SZ a confirmé l'arrivée de cinq prisonniers étrangers expulsés par les États-Unis, assurant au public qu'ils ne représentent aucune menace pour les citoyens du royaume. Les hommes envoyés à la nation africaine viennent du Vietnam, de la Jamaïque, du Laos, de Cuba et du Yémen
Le Département de la sécurité intérieure a annoncé mardi qu'il avait envoyé cinq hommes à Eswatini dans ce qu'il appelait une déportation de « pays tiers », ce qui signifie que les individus ne sont pas originaires de la petite nation d'Afrique australe.
La porte-parole du DHS, Tricia McLaughlin, a déclaré sur les médias sociaux que le vol vers Eswatini a atterri, marquant la dernière déportation d'un pays tiers annoncée par l'administration Trump, qui a également envoyé des migrants au Salvador, au Soudan du Sud et ailleurs. Dans une série de messages, McLaughlin a déclaré que les déportés - qui viennent du Vietnam, de la Jamaïque, du Laos, de Cuba et du Yémen - avaient de graves condamnations pénales, notamment le viol et le meurtre d'enfants et que leur pays d'origine ne
Cette approche s'inscrit dans le cadre de la campagne anti-immigration plus large du président Donald Trump, qui a également impliqué des raids d'immigration dans les villes, alors que son administration tente de tenir sa promesse de campagne de déportations massives. Les États-Unis ont rarement envoyé des immigrés dans des pays tiers par le passé, bien qu'ils aient utilisé des lieux de détention hors de leurs frontières comme le camp de Guantánamo Bay, Cuba.



Daouda Bakary Kone



La chose publique est la propriété du peuple. Dorénavant, aucun individu ne pourra profiter de ses privilèges avec sa famille et dormir paisiblement dans ses villas sans des conséquences. Exercez le pouvoir, le droit pour sécuriser nos fonds au bénéfice du peuple.

(CROISSANCE AFRIQUE)-Au Mali, l'Agence pour la Promotion des Investissements au Mali (#APIMali), à travers son directeur général, Ibrahim Ahmadou TOURÉ participe activement au Forum International de la Diaspora, organisé du 17 au 19 juillet 2025 au Centre International de Conférences de Bamako (CICB).



Mali: Ibrahim Ahmadou TOURÉ, DG de l'API-Mali au Forum International de la Diaspora à Bamako

Sénégal : Au premier trimestre 2025, le trésor public a mobilisé plus de 1 700 milliards de FCFA sur le marché de l'UMOA

Côte d'Ivoire : les Banques Commerciales ont renforcé leur soutien à l'économie avec 7 377,4 milliards de FCFA en 2024

Burkina Faso, Mali et Niger quittent la CEDEAO pour renforcer l'AES : Quel sort pour les fonctionnaires CEDEAO des ces pays?



Suite à leur décision confirmée de quitter la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) fin janvier 2025, le Burkina Faso, le Mali et le Niger, membres de l'Alliance des États du Sahel (AES), se préparent à accueillir leurs citoyens qui travaillaient pour l'organisation régionale.

Environ 135 employés de la CEDEAO, originaires de ces trois nations, devront rentrer chez eux d'ici fin septembre 2025. Cette situation fait suite à la rupture des liens entre la CEDEAO et les pays de l'AES, due à un désaccord politique.

Ce départ représente un moment important pour le Burkina Faso, le Mali et le Niger. Ces trois pays de la région du Sahel ont opté pour une séparation avec l'organisation régionale afin de solidifier leur collaboration au sein de l'AES, transformée en Confédération en juillet 2024. L'objectif est de mettre en commun leurs efforts dans les domaines de la sécurité et du progrès économique.

Cette décision historique marque un tournant dans les relations régionales en Afrique de l'Ouest. En quittant la CEDEAO, le Burkina Faso, le Mali et le Niger renforcent leur engagement envers l'Alliance des États du Sahel, montrant ainsi leur détermination à collaborer étroitement pour assurer la sécurité et le développement économique de la région.

La Confédération de l'Alliance des États du Sahel, mise en place en juillet 2024, offre une plateforme renouvelée pour la coopération entre ces trois nations. En se concentrant sur la sécurité et le progrès économique, le Burkina Faso, le Mali et le Niger espèrent renforcer leur position dans la région et relever ensemble les défis auxquels ils sont confrontés.

Le retour des employés de la CEDEAO dans leur pays d'origine témoigne de ce changement majeur et souligne l'importance que ces nations accordent à leur collaboration au sein de l'Alliance des États du Sahel. Ce mouvement stratégique est susceptible d'avoir un impact significatif sur l'équilibre politique et économique de la région, marquant ainsi le début d'une nouvelle ère pour le Burkina Faso, le Mali et le Niger.

Arouna Sidibé

Burkina Faso : Les autorités dissoudent la CNI



Le gouvernement du Burkina Faso a pris une décision importante lors du Conseil des ministres de mercredi en adoptant un décret de dissolution de la Commission électorale nationale indépendante (CENI), selon une source officielle. Cette mesure s'inscrit dans le cadre de la refonte de l'État et s'insère dans la dynamique des réformes institutionnelles visant à rationaliser les dépenses de l'État.

Selon un communiqué de la présidence burkinabè, le ministre de l'Administration territoriale et de la Mobilité, Emile Zerbo, a souligné que la subvention annuelle accordée à la CENI s'élevait à environ un demi-milliard de francs CFA (environ 885 328 dollars). Il a expliqué que la présence de cette structure était désormais en contradiction avec les dispositions de la Charte de la transition et posait un problème budgétaire.

M. Zerbo a précisé que le projet de loi actuel transfère les responsabilités électorales de la CENI au ministère de l'Administration territoriale, conformément à la situation antérieure. Cette décision vise à rationaliser les coûts de fonctionnement de l'État et à garantir une meilleure efficacité dans l'organisation des élections.

Cette dissolution de la CENI soulève des questions quant à l'impact sur le processus électoral et la garantie de l'indépendance de l'organisation des élections au Burkina Faso. Les réformes institutionnelles en cours seront surveillées de près par la population et la communauté internationale pour s'assurer qu'elles contribuent effectivement à renforcer la démocratie et la transparence dans le pays.

Cette décision du gouvernement burkinabè marque un tournant dans l'organisation des élections dans le pays et souligne l'importance d'une réflexion approfondie sur la meilleure manière d'assurer des processus électoraux justes et équitables.

Arouna Sidibé



DEF 2025 : Le Prytanée Militaire de Kati (PMK) fait un taux de réussite de 100%



Le Prytanée Militaire de Kati (PMK) a une fois de plus démontré son excellence académique et sa discipline en obtenant un taux de réussite de 100% au Diplôme d'Etudes Fondamentales (DEF) de l'année 2025. Cet établissement se distingue en plaçant 8 des 10 meilleurs élèves au niveau national, dont 4 filles parmi eux, la première étant classée nationalement avec une note de 18,72/20.

Ce succès exceptionnel est le résultat du leadership inspirant du Lieutenant-Colonel Cheick Hamala BAYALA, directeur du Prytanée, lui-même ancien élève de l'institution. Sous sa direction, le PMK poursuit sa mission de former des esprits brillants, disciplinés et patriotes, prêts à représenter fièrement le Mali.

Cette performance remarquable souligne l'importance de la rigueur, du mérite et de l'égalité des chances dans une éducation axée sur l'excellence. Le PMK se positionne ainsi comme un exemple de réussite et de fierté nationale, symbolisant la qualité de l'enseignement et l'engagement des élèves, des enseignants, des encadreurs et des familles.

Félicitations aux lauréats pour leurs résultats exceptionnels, ainsi qu'à tous ceux qui ont contribué à cette réussite. Le Prytanée Militaire de Kati demeure un pilier de l'éducation malienne, formant la relève du pays et incarnant les valeurs de la réussite et de la fierté nationale.

Fatou Sissoko

Abonnez vous à votre journal numérique

Malikilé

pour recevoir les dernières informations

Whatsapp : 70 44 22 23 / Email : ampikile@gmail.com
Site : www.malikile.com

Tribunal de Grande Instance de la Commune VI du District de Bamako : Prestation de serment de la première promotion Greffiers en chef stagiaires



Le 16 juillet 2025, la ville de Bamako a été le théâtre d'un événement marquant avec la cérémonie officielle de prestation de serment des Greffiers en chef stagiaires au Tribunal de Grande Instance de la Commune VI du District. Cette occasion solennelle a symbolisé une étape significative dans le parcours professionnel des jeunes stagiaires formés par l'Institut National de Formation Judiciaire - Module de Développement Durable (INFJ-MDD).

Sous la présidence de Monsieur le Président du Tribunal, la cérémonie a rassemblé de nombreuses personnalités du monde judiciaire, des représentants de l'INFJ-MDD, des familles des stagiaires, ainsi que les responsables d'encadrement. Au cours de cet événement empreint de solennité, les Greffiers en chef stagiaires ont prêté serment avec fermeté et ont promis d'exercer leurs fonctions avec intégrité, impartialité et fidélité à la loi.

Cette prestation de serment revêt une importance particulière, car elle atteste de l'engagement des nouveaux Greffiers en chef stagiaires à servir la justice et à respecter les valeurs fondamentales de loyauté, de probité et de respect des principes judiciaires. Elle marque le début d'une carrière professionnelle riche en responsabilités et en défis, où ces jeunes professionnels auront à cœur de contribuer à l'administration de la justice et au respect de l'ordre juridique.

L'INFJ-MDD, en formant ces Greffiers en chef stagiaires, a joué un rôle essentiel dans la préparation de ces futurs acteurs de la justice, en leur inculquant les compétences et les valeurs nécessaires à l'exercice de leurs fonctions avec rigueur et éthique. Cette cérémonie de prestation de serment marque ainsi le début d'une nouvelle étape dans la vie professionnelle de ces jeunes greffiers, appelés à œuvrer au quotidien pour garantir le bon fonctionnement de l'appareil judiciaire.

En somme, la prestation de serment des Greffiers en chef stagiaires au Tribunal de Grande Instance de la Commune VI du District de Bamako a été un moment solennel et empreint de symbolisme, témoignant de l'engagement de ces nouveaux professionnels à servir la justice et à respecter les principes essentiels qui régissent leur métier.

Fatou Sissoko

INSTITUT NATIONAL DE PREVOYANCE SOCIALE

DIRECTION GENERALE
SERVICE DES RELATIONS PUBLIQUES

INSTITUT NATIONAL
DE PREVOYANCE SOCIALE

COMMUNIQUÉ

La Direction Générale de l'INPS informe les retraités et rentiers ivoiriens qu'elle procédera à l'arrêt définitif des paiements des pensions de l'année 2024, le mercredi 30 avril 2025.

Pour ceux qui n'ont pas encore touché leurs pensions et rentes: ils peuvent se présenter dans les lieux habituels de paiement. Passé ce délai, les montants seront reversés à la partie ivoirienne.
La Direction des relations extérieures sait compter sur la bonne compréhension de tous.

Bamako, le 10 mars 2025
La Direction

© SRP INPS 2025

Gestion de la Cité des enfants : Des irrégularités constatées

Une récente vérification effectuée sur la gestion de la Cité des Enfants (CDE) pour les exercices 2022, 2023, 2024 et 2025 a mis en lumière plusieurs irrégularités qui nécessitent une attention immédiate. L'objectif de cette vérification était d'assurer la régularité, la sincérité des opérations financières et la conformité des actes des organes de la CDE.

Parmi les constatations les plus préoccupantes, on note que le ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille n'a pas renouvelé le mandat des membres du conseil d'administration ni celui du comité culturel et pédagogique de la Cité des Enfants. De plus, le conseil d'administration n'a pas fixé de barème des prix pour les équipements marchands de la CDE.

Il est également reproché à la CDE de ne pas respecter le principe de séparation des fonctions d'ordonnateur et de comptable, de ne pas tenir une comptabilité-matières régulière, d'avoir ouvert un compte bancaire sans autorisation et de ne pas certifier ses comptes de gestion.

Suite à ces constatations, l'équipe de vérification a émis plusieurs recommandations. Elle a demandé au ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille d'initier le renouvellement des mandats, de fixer les prix des équipements marchands et de nommer les membres du comité culturel et pédagogique.

La directrice générale de la Cité des Enfants doit respecter la séparation des fonctions, obtenir l'autorisation pour les comptes bancaires, assurer une comptabilité-matières régulière et certifier les comptes. De son côté, le comptable-matières doit se conformer aux exigences de la comptabilité-matières.

Enfin, des irrégularités financières d'un montant total de 8 022 278 F CFA ont été relevées, notamment des problèmes de paiement de droits de patente et de faux enregistrements de marchés publics. Il est impératif que ces questions soient résolues rapidement pour garantir une gestion saine et transparente de la Cité des Enfants.



Cette vérification souligne l'importance d'une gouvernance rigoureuse et transparente au sein de la CDE afin d'assurer la confiance du public et la pérennité de ses activités au ser-



vice des enfants et des familles.Dans cette déclaration, il est mentionné que les faits relevés dans le rapport de vérification pourraient constituer des infractions à la loi pénale ainsi qu'à la législation budgétaire et financière en lien avec des irrégularités financières. Ces éléments ont été portés à l'attention du procureur de la République du Pôle national économique et financier, du président de la Section des comptes de la Cour suprême et du directeur général des impôts.

L'implication du procureur de la République chargé du Pôle national économique et financier indique que des mesures judiciaires pourraient être prises concernant les potentielles infractions pénales relevées. Le président de la Section des comptes de la Cour suprême, quant à lui, est compétent pour examiner les aspects liés à la légalité des opérations financières et budgétaires réalisées, notamment en ce qui concerne la conformité aux normes et réglementations en vigueur. Enfin, le directeur général des impôts pourrait être impliqué pour des questions fiscales liées aux irrégularités financières constatées.

En résumé, cette dénonciation des irrégularités financières au procureur de la République, au président de la Section des comptes de la Cour suprême et au directeur général des impôts indique une volonté de faire appliquer la loi et de prendre les mesures nécessaires pour corriger les éventuelles violations des règles juridiques et financières en vigueur.

Mohamed N'Diaye



Lutte contre les délestages et la précarité énergétique : Le Gouvernement de la Transition au Mali franchit une étape décisive



Le mercredi 16 juillet 2025 restera gravé dans les annales comme le jour où le Gouvernement de la Transition au Mali a atteint un jalon majeur dans sa stratégie de lutte contre les délestages et la précarité énergétique. En effet, une cérémonie officielle s'est tenue au Ministère de l'Économie et des Finances pour marquer la réception d'un premier financement de 24 milliards de FCFA, provenant du Fonds de Soutien aux Infrastructures de Base et de Développement Social.

Ce financement, spécifiquement alloué au Ministère de l'Énergie et de l'Eau, s'inscrit dans le cadre du Plan Unique d'amélioration de la desserte en électricité, lancé depuis le mois de Ramadan. Son objectif est de renforcer les actions déjà entreprises pour garantir aux citoyens et aux entreprises un accès plus régulier et de meilleure qualité à l'électricité.

Le Fonds de Soutien aux Infrastructures de Base et de Développement Social a été créé par l'Ordonnance n°2025-008/PT-RM du 07 février 2025. Selon l'article 2 de cette ordonnance, le Fonds vise à apporter un soutien financier, en cas de nécessité et d'urgence, aux initiatives socio-économiques lancées par le Gouvernement, notamment dans le secteur de l'énergie.

Ce mécanisme de solidarité nationale est alimenté par des prélèvements sur les transactions téléphoniques et les opérations financières via mobile money, ayant permis de collecter à ce jour un montant de 34 723 704

013 FCFA. Ces fonds proviennent directement de la consommation nationale en matière de télécommunications, mettant en lumière l'efficacité d'un modèle participatif dans le financement du développement.

La première réunion du Comité de pilotage du Fonds, présidée par Son Excellence le Général d'Armée Assimi GOÏTA, Président de la Transition, s'est tenue le lundi 14 juillet 2025. Lors de cette rencontre stratégique, les premières orientations d'utilisation du Fonds ont été définies, mettant en priorité la question de l'électricité.

Ainsi, une première tranche de 24 milliards de FCFA a été allouée au Ministère de l'Énergie et de l'Eau pour répondre aux besoins urgents identifiés, tels que la maintenance des outils de production d'énergie, l'approvisionnement régulier en hydrocarbures des centrales thermiques et le renforcement des capacités de production énergétique pour stabiliser le réseau et améliorer la continuité du service public de l'électricité.

Dans un contexte où les coupures d'électricité impactent profondément la vie quotidienne des ménages, le fonctionnement des services publics et la productivité des entreprises, cette initiative témoigne de la volonté politique des autorités de Transition au Mali d'améliorer durablement les conditions de vie des citoyens.Le financement accordé devrait avoir un impact significatif sur l'amélioration de la régularité de la desserte électrique, en particulier dans les zones urbaines fortement touchées par les délestages. De plus, il devrait contribuer à la réduction des coûts d'exploitation du secteur énergétique. Cette initiative est perçue de manière positive par certains, qui la considèrent comme patriotique et responsable.

Cependant, des questions légitimes sont soulevées sur la transparence dans la gestion du Fonds et les critères de sélection des projets à financer. Il est essentiel que la gouvernance de ce Fonds soit transparente et que les critères de sélection soient clairement définis pour garantir une utilisation efficace et équitable des ressources.

Par ailleurs, des préoccupations sont exprimées concernant les prélèvements effectués sur les transactions mobile money. Les citoyens demandent plus de clarté sur les montants prélevés et leur périodicité. Il est important que les autorités communiquent de manière transparente sur ces questions pour maintenir la confiance du public.

Enfin, d'autres secteurs prioritaires tels que la santé, l'éducation, l'accès à l'eau potable et l'agriculture pourraient également bénéficier du Fonds à l'avenir. Cette diversification des domaines d'intervention montre le potentiel de ce mécanisme à devenir un véritable levier de financement du développement, adapté aux besoins spécifiques du Mali et fondé sur l'esprit de solidarité nationale. Il est essentiel que la gestion de ce Fonds soit exemplaire afin de maximiser son impact positif sur le développement du pays.

Moussa Diarra



OCLEI

OFFICE CENTRAL DE LUTTE CONTRE L'ENRICHISSEMENT ILLICITE



Institution nationale de lutte contre la corruption et l'enrichissement illicite

2019 à 2022 en chiffres

23 dossiers transmis à la justice

Pour un montant de **23, 918 MILLIARDS FCFA**

- 123 grandes activités de sensibilisation organisées
- 9 838 personnes directement touchées
- 1 967 déclarations de biens traitées
- 8 protocoles d'accord de coopération internationale signés
- 4 études faites sur la corruption et l'enrichissement illicite au Mali

Dénoncez gratuitement les faits de corruption et d'enrichissement illicite

NUMÉRO VERT : 80 00 22 22

BAMAKO, Hamdallaye ACI 2000, Rue 390, Place CAN

(+223) 20 29 12 29 / Boîte Postale : E3977

contact@oclei.ml www.oclei.ml

Mali : Le Gouvernement adopte une Politique nationale de Sécurité et Santé au Travail



Sous la présidence du Général d'armée Assimi Goïta, Président de la Transition et Chef de l'État, et en présence du Premier ministre, le Docteur Général de Division Abdoulaye Maïga, le Conseil des ministres du Mali s'est réuni pour discuter de plusieurs sujets stratégiques. L'un des points importants abordés lors de cette session a été l'adoption d'une communication écrite concernant la Politique nationale de Sécurité et Santé au Travail (SST) ainsi que son Plan d'actions pour la période 2025-2029, sur rapport du ministre du Travail, de la Fonction publique et du Dialogue social, M. Fassoum Coulibaly, inspecteur du travail et de la sécurité sociale.

La Sécurité et la Santé au Travail sont désormais considérées comme des droits humains fondamentaux au Mali, essentiels pour le bien-être des travailleurs, la compétitivité des entreprises et la solidité de l'économie nationale. Cette nouvelle politique vise à structurer les actions et réformes à entreprendre dans les années à venir afin de réduire de manière significative les risques professionnels, tels que les accidents du travail et les maladies liées à l'exercice des fonctions.

Le Mali a une longue histoire législative en matière de travail, avec l'adoption dès les premières années de l'indépendance de deux textes fondamentaux : la Loi n°62-67/AN-RM du 09 août 1962 portant Code du Travail et la Loi n°62-68/AN-RM du 09 août 1962 portant Code de Prévoyance sociale. Ces lois ont permis pendant des décennies de limiter les accidents du travail et d'améliorer la prise en charge des travailleurs victimes. Cependant, l'évolution technologique et l'expansion de l'économie informelle ont rendu certains aspects de ce cadre légal obsolètes.

Pour renforcer la protection des travailleurs, le Mali a ratifié la Convention n°155 de l'Organisation Internationale du Travail (OIT) ainsi que son Protocole additionnel de 2002. Ces instruments internationaux obligent les États membres à mettre en place une politique cohérente de sécurité et de santé au travail, couvrant tous les secteurs, formels comme informels.

La nouvelle Politique nationale de SST vise à répondre à cet engagement en constituant un cadre unificateur pour les actions de l'État dans ce domaine. Son objectif principal est de protéger les travailleurs en prévenant de ma-



nière active et systématique les risques professionnels, ce qui devrait se traduire par une réduction significative des accidents du travail et des maladies professionnelles, ainsi qu'une amélioration de la productivité de l'économie nationale.

Cette politique est en accord avec les principaux référentiels stratégiques du pays, tels que le Cadre stratégique de la Refondation de l'État et la vision "Mali Kura taasira ka b n san 2063 ma".La Stratégie nationale pour l'Émergence et le Développement durable 2024-2033 et le Programme national de promotion du travail décent sont des initiatives importantes mises en place pour favoriser le développement économique et social du Mali.

Le Plan d'actions quinquennal couvrant la période 2025-2029 est conçu pour atteindre quatre objectifs spécifiques visant à renforcer l'inspection du travail, améliorer les mécanismes de déclaration et de réparation des accidents du travail, sensibiliser les acteurs socio-économiques et promouvoir une culture de prévention dans tous les milieux professionnels.

L'adoption de la Politique nationale de Sécurité et Santé au Travail marque une avancée significative dans la refonte des politiques publiques au Mali. Elle démontre l'engagement du gouvernement à placer l'humain au centre du développement, tout en respectant les normes internationales en matière de sécurité et de santé au travail.

Pour le ministre de la Fonction publique, il est essentiel que les ministères concernés, les partenaires sociaux, les entreprises et les travailleurs s'approprient cette politique et la mettent en œuvre au quotidien. En effet, la sécurité de chacun se joue sur le terrain, que ce soit dans les ateliers, les bureaux, les chantiers ou les marchés. Il est primordial de veiller à la bonne application des mesures prévues par cette politique pour garantir un environnement de travail sûr et sain pour tous.

En encourageant une culture de prévention et en renforçant les mécanismes de surveillance et de réparation, le Mali montre sa volonté de créer des conditions de travail dignes et sécurisées pour ses citoyens. La réussite de ces initiatives dépendra de l'engagement de tous les acteurs concernés à les mettre en œuvre de manière efficace et cohérente.

Moussa Diarra

Forum de la Diaspora : Ouverture des travaux le jeudi 17 juillet 2025



La première édition du Forum International de la Diaspora Malienne a débuté ce jeudi 17 juillet 2025 au Centre International de Conférence de Bamako (CICB) pour une durée de trois jours. Cet événement d'envergure est placé sous le thème : «Les enjeux et défis pour une diaspora au cœur du développement économique national» et a pour objectif de constituer un espace de dialogues, de rencontres et d'opportunités.

Organisé par le ministère des Maliens établis à l'Extérieur et l'Intégration africaine, en collaboration avec l'Organisation Internationale pour les migrations (OIM), ce forum ambitieux vise à favoriser les échanges entre les acteurs institutionnels, économiques et la diaspora malienne, tout en mettant en lumière leur rôle crucial dans le développement du pays.

Sous la présidence du Président de la Transition, Assimi GOÏTA, cet événement cherche à renforcer l'implication de la diaspora dans le développement socio-économique et culturel du Mali en mobilisant leurs ressources financières et leurs compétences, tout en établissant un cadre favorable pour des investissements durables et inclusifs.

Le Forum International de la Diaspora Malienne prévoit la participation de 500 personnes, parmi lesquelles des investisseurs de la diaspora malienne, des représentants des Institutions de la République, des ministères, des structures étatiques, du secteur privé, des organisations de Maliens établis à l'étranger, des représentants de collectivités territoriales, des partenaires techniques et financiers, des représentants de pays invités, des exposants et des représentants des médias.

Cet événement sera un lieu d'échange d'expériences, de réseautage et de promotion d'investissements productifs. Le Président du Haut Conseil des Maliens de l'Extérieur (HCME), Habib SYLLA, a salué cette initiative lors de la cérémonie de lancement officiel au ministère des Maliens de l'Extérieur, souli-



gnant l'importance de renforcer les liens entre la diaspora et le pays d'origine.

De son côté, Boubacar TANDIA, représentant de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Mali, a souligné l'alignement de la vision des autorités avec celle du secteur privé en termes de développement endogène. Il a affirmé la pleine participation des opérateurs économiques aux différents panels, ateliers et à la foire exposition prévus lors du forum.



Enfin, le représentant de l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM) a réaffirmé l'engagement des partenaires techniques et financiers, y compris les agences des Nations Unies, à soutenir l'organisation de ce forum et à travailler à la concrétisation des recommandations qui en découleront.Le ministre Mossa Ag Attaher souligne l'importance stratégique accordée à la diaspora dans les politiques publiques du Mali. Il met en lumière les efforts déployés par le gouvernement pour accompagner cette communauté, soulignant la volonté de faire de ce forum un véritable levier d'action, allant au-delà d'un simple rendez-vous protocolaire. Il affirme avec conviction que l'objectif n'est pas d'organiser un forum de plus, mais bien un événement porteur d'impact. Cette déclaration met en avant l'engagement du gouvernement malien à impliquer activement la diaspora dans les décisions et actions politiques, démontrant ainsi une volonté forte de valoriser et de mobiliser cette communauté pour contribuer au développement du pays.

Fatou Sissoko

Nekapro

Scannez ici pour accéder au site web

SERVICE DE CORRECTION

L'écriture parfaite commence ici !



Si avoir un bon texte bien structuré est important, l'utilisation d'un site web de service de correction peut vous apporter des avantages supplémentaires en termes de qualité, de praticité et d'efficacité dans la gestion de vos contenus écrits.

- Rédaction
- Amélioration de style
- Correction
- Traduction

CONTACT

+223 74-44-27-44

@nekapro

www.nekapro.com

Kalaban Coura Rue 202 Porte 149

Premier essai gratuit

Gauis Chibueze en deuil : Entre critiques politiques et hommages familiaux

Le célèbre Nigérian Gauis Chibueze, connu pour ses prises de position politiques tranchantes sur les réseaux sociaux, traverse actuellement une période de deuil suite au décès soudain de son père. Ce drame familial est survenu seulement quelques heures après que Chibueze ait publiquement critiqué l'ancien président Muhammadu Buhari, décédé récemment.

Le 14 juillet, à 00h34, Gauis Chibueze a exprimé son opinion sans filtre sur X (anciennement Twitter) envers Buhari, décrivant ce dernier comme un président épouvantable et critiquant sévèrement son héritage au Nigeria.

Quinze heures plus tard, à 15h59, le ton de Chibueze a radicalement changé sur les réseaux sociaux. Il a partagé avec émotion la triste nouvelle du décès de son père dans l'État d'Enugu. Il a également partagé des souvenirs touchants de son enfance, mettant en lumière la figure d'un père pieux et engagé, notamment en tant que Témoin de Jéhovah.

La proximité temporelle entre ses critiques envers Buhari et la mort de son père a suscité des réactions diverses parmi les internautes. Certains y ont vu une ironie du sort ou une punition divine, tandis que d'autres ont dénoncé ces spéculations comme étant indécentes.

Face à ces réactions, Gauis Chibueze a maintenu ses positions politiques dans un nouveau message, séparant clairement les deux événements tout en réaffirmant sa condamnation de l'héritage de Buhari. Il a souligné que son père est décédé en restant fidèle à ses valeurs et à la vérité, dénonçant une nouvelle fois le bilan du défunt président et son impact négatif sur le Nigeria et ses citoyens.

Cette situation tragique a mis en lumière le mélange complexe entre la sphère politique et la sphère personnelle de Gauis Chibueze, suscitant des débats passionnés sur les réseaux sociaux. Le deuil du jeune homme, marqué par des hommages sincères à son père et des prises de position politiques tranchées, souligne la complexité des relations entre vie publique et vie privée dans le contexte numérique actuel.

Gauis Chibueze traverse une période de deuil douloureux, confronté à la fois à la perte de son père et aux réactions contrastées à ses prises de position politiques. Cette situation soulève des questions sur la manière dont les individus gèrent la sphère publique et privée dans un monde de plus en plus connecté et scruté.

Fatou Sissoko

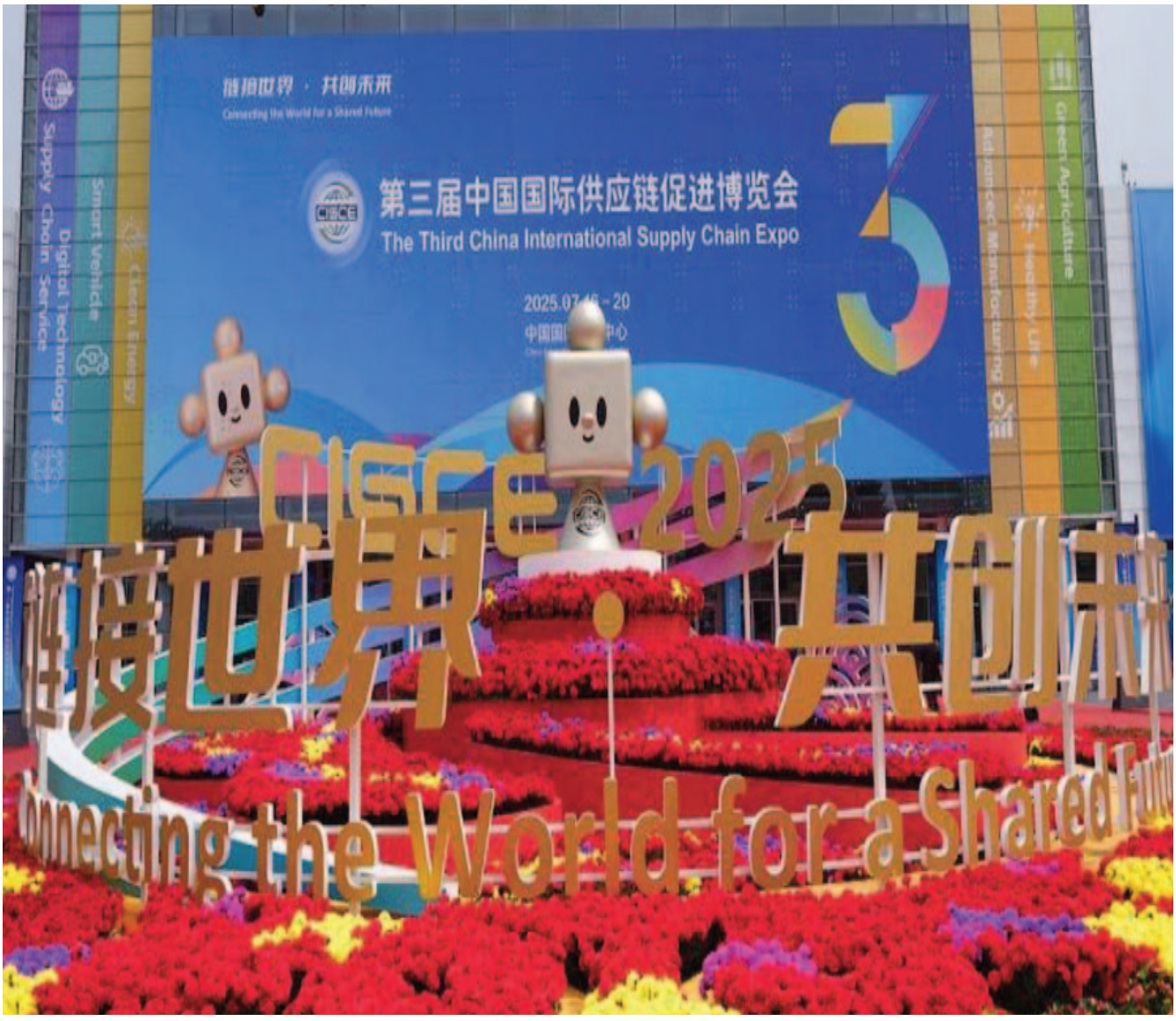


CISCE : La connectivité au cœur de la 3e édition

La 3e Exposition internationale des chaînes d'approvisionnement de Chine (CISCE) se déroule du 16 au 20 juillet 2025 à Beijing. La présente édition met l'accent sur l'impératif de dynamiser les chaînes d'approvisionnement dans un contexte de menaces tarifaires et de protectionnisme. Le thème «Connecter le monde pour un avenir partagé» du CISCE 2025 rappelle l'importance d'une coopération mondiale basée sur des principes inclusifs dans la bonne marche de l'économie. À l'heure de l'économie mondialisée, la connectivité mérite toute une attention particulière à cet événement. C'est pourquoi, de par son envergure, le CISCE se positionne comme une plate-forme de rencontres et d'opportunités pour les acteurs de la chaîne d'approvisionnement à travers le monde. Depuis la première édition, le Salon s'est voulu comme un bien public international où toutes les entreprises ont leur place pour se connecter aux autres.

La 3e édition du CISCE se tiendra sur une aire de 120 000 m2, signe de la réputation qu'il a acquise en si peu de temps. Ce sont plus de 650 entreprises et institutions nationales et étrangères en provenance de 75 pays, régions et organisations internationales qui prendront part au CISCE 2025. Le taux de participation des entreprises étrangères est estimé à 35%, avec une présence remarquée des compagnies européennes et américaines. Le nombre d'exposants, selon les estimations des organisateurs, devrait atteindre 1 200. La Thaïlande et les provinces chinoises du Shandong et du Guangdong sont les invitées d'honneur de cette édition.

La principale innovation majeure de cette édition est l'élargissement des catégories de produits. En effet, six zones d'exposition principales qui comprennent la fabrication avancée, l'énergie propre, les véhicules intelligents, la technologie numérique, les modes de vie sains et l'agriculture verte vont offrir





une panoplie de choix aux visiteurs. La zone d'exposition pour la chaîne d'innovation va particulièrement mettre l'accent sur la commercialisation des technologies développées issues des laboratoires et la dynamisation de l'intégration efficace entre la chaîne d'innovation et la chaîne industrielle.

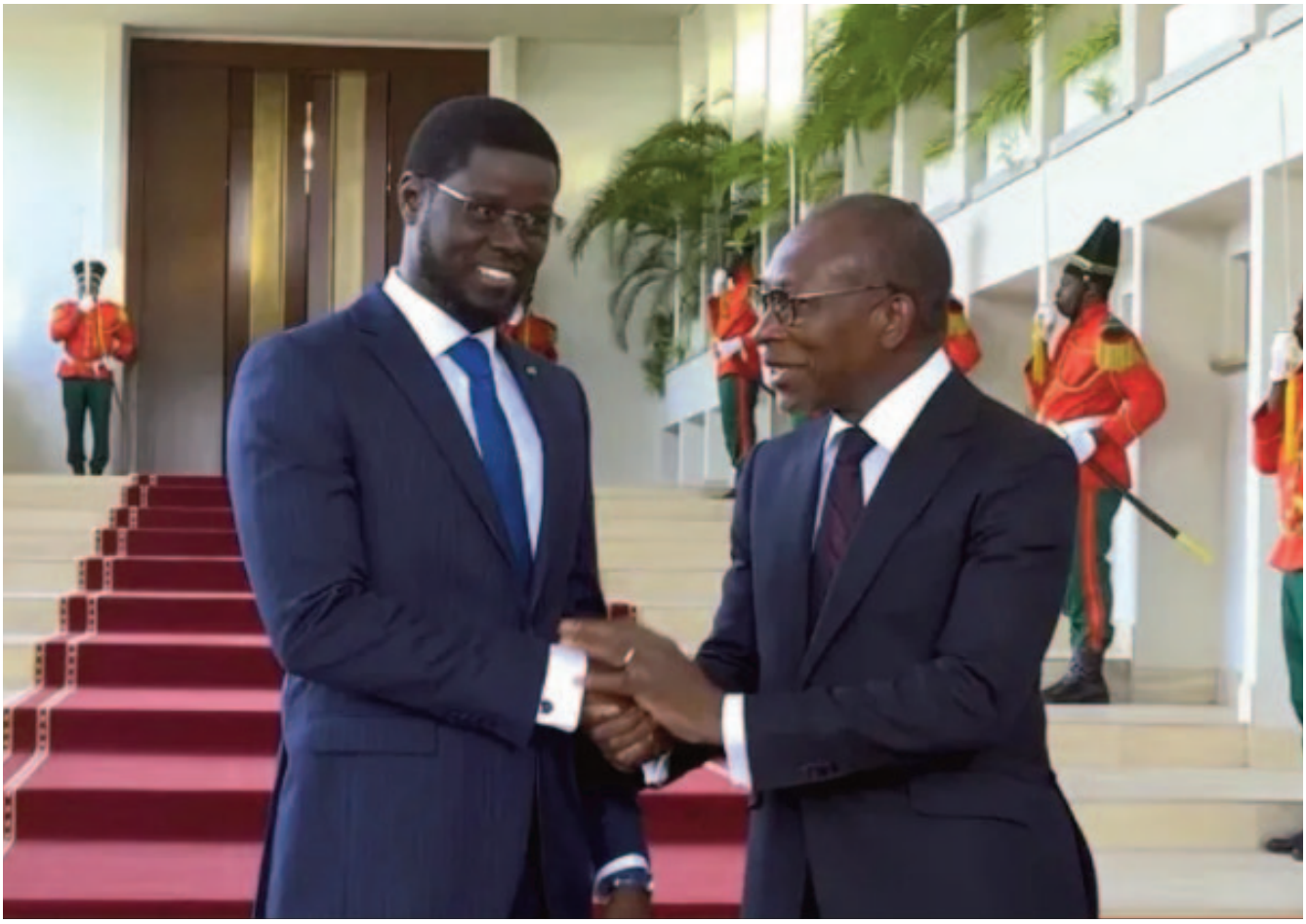
En mettant la connectivité au cœur de l'édition 2025 du CISCE, il s'agit de consolider les jalons d'une coopération étroite afin d'assurer une continuité dans l'approvisionnement des chaînes d'approvisionnement industrielles. Face aux incertitudes inhérentes aux tarifs douaniers et au protectionnisme qui pourraient entraver les flux des échanges économiques, les entreprises sont appelées à pendre des mesures proactives pour garantir un fonctionnement normal des chaînes d'approvisionnement. Le CISCE 2025 aura pour objectif d'encourager la connectivité pour non seulement bâtir un système mondial d'approvisionnement inclusif, mutuel bénéfique et ouvert, mais aussi partager les expériences en matière d'innovation technologique.

Le CISCE œuvre à la construction de chaînes industrielles et d'approvisionnement mondiales plus sûres, plus stables, plus ouvertes et plus inclusives. Il permet de prendre en compte l'intégration des nouvelles technologies et l'évolution actuelle vers la régionalisation, la diversification, la numérisation et la durabilité afin de remodeler l'architecture des chaînes d'approvisionnement et de favoriser l'émergence de nouveaux modèles économiques. Face aux barrières commerciales protectionnistes et de considérations géopolitiques qui empiètent sur la division traditionnelle du travail, la Chine propose le CISCE comme un point d'appui d'ouverture d'un nouveau levier de collaboration transfrontalière.

Source : cgtn.com



Visite d'état du président Faye au Bénin : Les 2 présidents veulent donner "un nouveau souffle" à l'UEMOA



Deux présidents ouest-africains, Bassirou Diomaye Faye du Sénégal et Patrice Talon du Bénin, ont récemment annoncé qu'ils allaient entreprendre des démarches pour redynamiser l'Union économique et monétaire ouest-africaine (Uemoa). Cette organisation regroupe huit pays de la région partageant le franc CFA comme monnaie commune : Sénégal, Mali, Burkina Faso, Niger, Côte d'Ivoire, Togo, Bénin et Guinée-Bissau.

L'Uemoa traverse actuellement une période difficile en raison de tensions géopolitiques dans la sous-région. Le retrait du Mali, du Niger et du Burkina Faso de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cedeao) pour former la confédération de l'Alliance des États du Sahel (AES) a ébranlé l'organisation. Ces trois pays sahéliens sont dirigés par des régimes militaires souverainistes issus de coups d'État entre 2020 et 2023.

Le Mali, le Niger et le Burkina ont également envisagé la création d'une monnaie commune au sein de l'AES, ce qui a entraîné une crise diplomatique avec le Bénin et la Côte d'Ivoire. Ces derniers sont accusés par les premiers de vouloir les déstabiliser, accusations que les deux pays ont toujours niées.

Suite au départ des trois pays de la 2e session ordinaire annuelle du Conseil des ministres de l'Uemoa à Lomé, au Togo, en raison de désaccords sur la présidence tournante de l'instance, les présidents Faye et Talon ont annoncé leur volonté de redonner un nouvel élan à l'organisation. En effet, ils prévoient de travailler ensemble pour redynamiser l'Uemoa avec le soutien des autres membres de l'Union.

En juillet 2024, le président sénégalais avait été désigné médiateur par la Cedeao pour faciliter le retour des pays de l'AES au sein de la Cedeao. Ces initiatives visent à renforcer la coopération et la stabilité au sein de l'Union économique et monétaire ouest-africaine dans un contexte régional complexe.

Arouna Sidibé

Présidentielle 2025 en Côte d'Ivoire : Le PDCI et le PPA-CI forment un Front commun pour un scrutin transparent



A trois mois d'une élection présidentielle à fort enjeu, la scène politique ivoirienne vient d'enregistrer un tournant majeur. Le Parti Démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI) dirigé par Tidjane Thiam et le Parti des Peuples Africains – Côte d'Ivoire (PPA-CI) fondé par Laurent Gbagbo, ont officiellement scellé une alliance stratégique à travers la création d'un Front commun, ce mercredi 16 juillet 2025, au siège du PDCI à Abidjan.

Cette coalition, qualifiée de « non idéologique » mais résolument politique, ambitionne de créer les conditions d'une élection juste, inclusive et transparente, tout en exerçant une pression concertée sur le pouvoir en place pour obtenir des réformes électorales substantielles.

La cérémonie de signature de l'Acte constitutif a rassemblé les hauts cadres des deux partis,



militants et sympathisants, dans une atmosphère empreinte de gravité et d'enthousiasme. Me Habiba Touré, responsable du PPA-CI, a procédé à la lecture du document fondateur du Front commun, signé par Sébastien Dano Djédjé pour le PPA-CI et Noël Akossi Bendjo pour le PDCI.

« Il ne s'agit pas d'un accord de circonstance, mais d'un engagement républicain sincère, né d'une concertation lucide entre deux grandes forces politiques de notre pays », a souligné Me Touré. Elle a insisté sur le caractère structuré de l'alliance, dotée d'organes paritaires, d'une stratégie commune et de fondements juridiques clairs.

Le Front commun a formulé une série d'exigences destinées à garantir l'intégrité du scrutin présidentiel prévu pour le 25 octobre 2025. Parmi les demandes phares figurent :

• La réintégration de plusieurs personnalités exclues de la liste électorale, notamment Laurent Gbagbo, Tidjane Thiam, Guillaume Soro, Charles Blé Goudé et Noël Akossi Bendjo.

• La révision et l'audit indépendant de la liste électorale de 2025, conformément aux prescriptions du Code électoral.

• La réforme de la Commission Électorale Indépendante (CEI) afin d'assurer son impartialité.

• La proclamation des résultats bureau de vote par bureau de vote, pour plus de transparence.

• Et surtout, l'ouverture urgente d'un dialogue politique inclusif, associant l'ensemble des partis politiques et de la société civile.

Ces mesures visent à restaurer la confiance dans le processus électoral, à prévenir les contestations post-électorales et à renforcer la légitimité des futures autorités issues des urnes.

La portée historique de ce front commun n'échappe à personne. Deux décennies après s'être durement affrontés, le PDCI et le PPA-CI optent pour la convergence plutôt que la confrontation. « Nous n'effaçons pas nos histoires, mais nous les mettons au service d'un avenir partagé », a déclaré Dano Djédjé. Il voit dans cette alliance une réponse à une « exigence nationale » et une manifestation de maturité politique face aux défis de la Côte d'Ivoire contemporaine.

Même son de cloche chez Akossi Bendjo, qui a salué « l'engagement de Gbagbo et Thiam à servir la nation au-delà des intérêts partisans », appelant à « une Côte d'Ivoire réconciliée avec elle-même ».

Pour de nombreux observateurs, ce rapprochement entre les deux principales forces d'opposition marque une volonté claire de poser les jalons d'une alternance démocratique crédible. Au-delà des enjeux électoraux, le Front commun entend incarner une vision alternative de la gouvernance, fondée sur l'unité, la justice et le respect de la légalité républicaine.

Reste désormais à savoir si cette dynamique politique saura contraindre le pouvoir en place à ouvrir un véritable dialogue. Dans un contexte de polarisation et de méfiance croissante envers les institutions électorales, ce Front commun pourrait bien s'imposer comme le levier d'une transition pacifique et démocratique, ou, à défaut, comme le point de cristallisation d'une nouvelle confrontation politique majeure.

Moctar Sow

Le monde du sport en deuil : Fauja Singh, le marathonien légendaire, tire sa révérence à l'âge de 114 ans



Le monde du sport et au-delà est plongé dans le deuil suite au décès de Fauja Singh, le plus vieux marathonien de l'histoire, survenu le 14 juillet 2025 à l'âge vénérable de 114 ans. Cet événement tragique s'est déroulé dans son village natal de Beas Pind, près de Jalandhar, dans l'État du Pendjab en Inde, où il a été victime d'un accident de la route lors de sa promenade matinale habituelle.

Fauja Singh, affectueusement surnommé la "Tornade au turban", a débuté sa carrière de coureur à pied à l'âge de 89 ans, cherchant à surmonter le chagrin causé par la perte tragique de sa femme et de son fils. Ce défi personnel s'est transformé en une incroyable aventure sportive, marquée par sa participation à neuf marathons complets, incluant des épreuves prestigieuses comme ceux de Londres, Toronto et New York, inspirant ainsi des millions de personnes à travers le monde.

Né en 1911 sous la domination britannique en Inde, Fauja Singh était bien plus qu'un athlète exceptionnel ; il était un véritable modèle de détermination. Son énergie rare et sa capacité à défier les stéréotypes liés à la vieillesse ont fait de lui une figure emblématique du courage et de la persévérance.

En 2011, à l'âge de 100 ans, Fauja Singh avait encore relevé le défi du marathon de Toronto, établissant un record pour sa catégorie d'âge en bouclant l'épreuve en 8 heures et 25 minutes. Sa longévité et sa passion pour la course à pied ont inspiré des générations entières à repousser leurs propres limites.

La nouvelle de son décès a suscité une vague d'émotion à travers le monde, avec un afflux massif d'hommages et de témoignages reconnaissants envers cet homme exceptionnel. Fauja Singh laisse derrière lui une famille endeuillée, comprenant cinq enfants, 18 petits-enfants et des arrière-petits-enfants, ainsi qu'une planète entière reconnaissante pour son héritage de courage et de résilience.

Comme il le disait si justement : "Courir, c'est vivre un peu plus longtemps." Aujourd'hui, c'est sa mémoire qui continue de courir, rappelant à tous que l'âge n'est qu'un chiffre et que la détermination peut nous emmener au-delà de toutes les limites.

Fatou Sissoko

HOROSCOPE

Bélier (21 mars - 19 avril)

Vous serez plus enclin à vous laisser vivre et à vous détendre. Votre sens de l'adaptation vous porte chance. Un manque de repos se fait sentir, vous serez plus vulnérable par rapport à votre entourage, il vous manque du temps de sommeil. Si vous avez engagé des discussions avec l'élu de votre cœur, vos enfants ou quelqu'un que vous aimez, attendez-vous à partir de ce jour à ce que les échanges tournent un peu en rond ! Les débats reprennent de plus belle à partir de la mi-août !

Taureau (20 avril- 19 mai)

Vous défendez de grands projets tous azimuts. Le seul bémol que vous puissiez rencontrer, c'est l'opposition de ceux qui voient moins loin que vous... Restez bien décidé à tirer votre épingle du jeu, restez campé sur vos positions.
Si des discussions menées à l'amiable en famille ont tendance à partir de ce jour à s'éterniser, à tourner en boucle, vous ne vous énervez pas. Vous prenez votre mal en patience et attendez sagement, sans faire d'étincelles, la mi-août pour relancer de manière productive les débats.

Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Vous êtes très inspiré et très écouté. Cette journée agréable vous permet de briller et de séduire votre auditoire. Les associations, la famille, le cercle amical ou les liens amoureux pourraient sortir renforcés de cette aimable conjoncture astrale.
Contrairement à vos habitudes, vous cherchez à fuir la routine et à apporter une petite touche de nouveauté à votre quotidien. Particulièrement détendu et de bonne humeur, vous êtes motivé pour prendre de nouvelles initiatives.

Cancer (21 juin - 21 juillet)

Vous êtes paré pour lutter sans vous en rendre compte. Votre fougue peut vous causer des bouderies et réactions intempestives, aujourd'hui. Le sommeil sera votre meilleure source d'énergie. Il gagne en qualité, profitez-en !
Il est temps d'exprimer votre point de vue, de faire aboutir vos liens amicaux sur des valeurs qui vous ressemblent et d'assumer tous vos choix personnels. Vous révéler ne veut pas dire vous imposer. Défendez votre avis sans passion superflue.

Lion (22 juillet - 23 août)

Les tendres débats ou discussions concernant un projet qui vous plaît tendent à s'éterniser un peu à partir de ce jour. Histoire peut-être de vous laisser (jusqu'à la mi-août) le temps de la réflexion ?
Aujourd'hui, vous ne saurez pas en manque d'inspiration pour améliorer et consolider le quotidien. De plus, vous ne vous déroberez pas devant les réalités matérielles, les contraintes administratives. Votre attitude est pleinement positive !

Vierge (23 août 23 septmbre)

Vous êtes sur le devant de la scène aujourd'hui et votre énergie en hausse vous envahit totalement ! Vous allez avoir grandement besoin de vous ressourcer dans des loisirs, sorties, spectacles, chassez l'austérité qui vous tient si bien.
Vous n'irez pas par quatre chemins pour montrer avec audace vos meilleures intentions, par rapport à votre entourage. En effet, vous êtes surmotivé pour donner le meilleur de vous-même. Inutile de dire que votre positive attitude sera grandement appréciée !

Balance (23 septmbre - 22 octobre)

Si un projet enthousiasmant est en route, il se heurte à quelques petits délais d'accomplissement. Rien de bien important si vous acceptez de patienter jusqu'au mois prochain où les barrières tombent d'elles-mêmes !
Vous avez l'occasion d'apprendre des choses utiles pour votre avenir. Mettez votre mémoire à profit. Vous êtes plus réceptif aux préoccupations de vos proches. C'est le moment d'arrondir les angles aigus !

Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Vous êtes plus profond que d'ordinaire, c'est le moment de parler des choses sérieuses qui vous sont essentielles. Vous avez besoin de mouvement et de vous mettre davantage à l'écoute de votre corps et de son rythme naturel.
Vos réserves d'optimisme sont en hausse, aujourd'hui, profitez-en pour fraterniser. Le rythme de vos échanges tend à davantage de calme et d'approfondissement. Alors, misez sur cet atout pour communiquer et négocier en toute confiance.

Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

C'est hors des règles établies que vous trouverez les meilleures occasions de vous épanouir. Vous tenez résolument le bon bout de la forme, vos énergies se stabilisent, profitez-en pour vous remettre au sport.
C'est votre force de persuasion qui fera que l'un de vos proches accepte de finaliser un projet qui lui tient à cœur. Avec votre énergie et votre volonté vous lui faites comprendre que ça en vaut la peine. C'est tout à votre honneur.

Capricorne (21 décembre -20 janvier)

Votre entrain et votre soif de vivre vous portent chance, aujourd'hui. Il y a des succès relationnels en vue ! Entre vos besoins d'excès et votre besoin de paix intérieure... Vous aurez du mal à trancher ! Cette journée s'annonce neutre au plan matériel et financier, vous pourrez ralentir et envisager une dépense utile. Pour garder le moral et la forme, ne prenez aucune décision hâtive et attendez pour vous lancer. Il faut progresser sans gaspiller votre énergie dans d'inutiles luttes qui finiront par s'apaiser avec le temps et un peu de bonne volonté.

Verseau (20 janvier - 19 février)

Le courant passe bien entre vous et l'autre (les autres). Vous savez jouer d'un pouvoir de séduction actuellement au top, d'un rayonnement personnel incontestable pour resserrer les rangs avec l'élu de votre cœur, envoûter qui vous plaît et faire l'unanimité dans les rangs !
Vous n'aurez pas vraiment d'importants efforts à fournir aujourd'hui, la sérénité sera au rendez-vous et vous suivrez tranquillement votre chemin. Vous ne rencontrerez aucune difficulté à vous consacrer à vos diverses tâches, votre concentration sera présente.

Poisson (19 février - 21 mars)

Vous allez connaître des satisfactions à partager davantage avec votre entourage ! Les agressions extérieures telles que le bruit, la foule vous stresse. Vous y gagneriez à vous ressourcer au contact de la nature.
Aujourd'hui, vous allez faire preuve d'une extrême lucidité et agir avec modération. Votre capacité d'analyse va vous faciliter la tâche pour trouver les bonnes conclusions et alléger votre quotidien. Ainsi, vous serez nettement plus détendu et disponible pour les autres !



L'information est l'oxygène des temps modernes

Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS



Pour tous **renseignements**, **abonnements**, **reportages**, **publicités**, **annonces** ...
n'hésitez pas, contactez nous au :

70 44 22 23

Journal Malikilé | +223 70 44 22 23 | ampikile@gmail.com | www.malikile.com